



International Rescue Committee

Avenue Pumbu, 34, Kinshasa-Gombe, DR Congo
122 East 42nd Street, New York, NY 10024, USA
11 Gower Street, London WC1E 6HB, UK

www.theIRC.org

Une enquête de l'IRC révèle que 31,000 personnes meurent chaque mois en république démocratique du Congo et que 3.8 millions ont péri durant les six dernières années. "Quand le monde cessera-t-il de détourner le regard?"

9 décembre 2004 -- Alors que la situation se détériore rapidement en République Démocratique du Congo, l'International Rescue Committee publie aujourd'hui les résultats d'une enquête sur la mortalité en RDC qui révèle que plus de 3,8 millions de personnes y ont péri suite à la guerre qui a commencé en août 1998. Aujourd'hui encore, 31 000 personnes meurent chaque mois des suites de ce conflit.

« La République Démocratique du Congo reste de loin le conflit le plus meurtrier au monde. Année après année, le conflit se poursuit mais la communauté internationale rate les occasions d'y répondre efficacement » a déclaré le Dr. Richard Brennan d'IRC, l'un des auteurs de cette enquête. « En six ans, la RDC a perdu une part de sa population équivalente à celle de l'Irlande ou à celle de la ville de Los Angeles. Combien de congolais innocents doivent mourir pour que le monde y prête enfin attention ? ».

Cette dernière enquête sur la mortalité en RDC, une collaboration entre l'IRC et la Burnet Institute en Australie, est l'une des plus importantes jamais conduite dans une zone de conflit. Ces données ont été recueillies auprès de 19 500 ménages de mai à juin 2004 et concernait la période allant de janvier 2003 à avril 2004.

- Durant cette période, l'équipe de médecins et d'épidémiologistes ont découvert que **plus de 1000 personnes mourraient chaque jour en surplus de la mortalité normale**, près de 500 000 au total, et que **près de la moitié de ces décès sont survenus parmi les enfants de moins de cinq ans**.
- Comme l'ont déjà montré les trois précédentes enquêtes de l'IRC en République Démocratique du Congo, **la plupart de ces décès (98% pour cette enquête) sont dus à la maladie et à la malnutrition**, conséquences d'une guerre qui a détruit l'économie et le système de santé.
- L'enquête confirme le fait que **l'insécurité a une répercussion importante sur la mortalité, qu'elle soit d'origine violente ou non-violente**. Dans les provinces de l'est, particulièrement touchées par la guerre et où l'insécurité freine souvent l'accès à l'aide humanitaire, la mortalité provenant de maladies infectieuses est la plus importante. **Si les effets de l'insécurité et de la violence étaient éliminés dans les provinces de l'est de la RDC, la mortalité serait**

réduite à un niveau presque normal. Cela a ainsi été le cas à dans le district de santé de Kinsangani-Ville où l'arrivée des forces de maintien de la paix a permis de réduire les combats, permettant ainsi à l'IRC et à ses partenaires de réinstaurer des soins de santé primaire, l'accès à l'eau potable et des services d'assainissement. En conséquence, le taux brut de mortalité a décliné de 79 pour cent et le surplus de mortalité éliminé.

En Irak, le règne brutal de Saddam Hussein, trois guerres et l'effet dévastateur des sanctions ont causé beaucoup moins de morts qu'en RDC. L'aide humanitaire y a pourtant atteint le chiffre de 3,5 milliards de dollars en 2003, soit 138 dollars par personne (les chiffres précis pour 2004 ne sont pas encore connus). La situation tragique au Darfour, où l'on estime que 70 000 personnes ont perdu la vie et deux millions ont été déplacés, a engrangé plus de 530 millions de dollars d'aide humanitaire en 2004, soit 89 dollars par personne. Bien que le conflit en République Démocratique du Congo soit considéré comme le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre Mondiale, l'assistance humanitaire internationale apportée à ce pays en 2004 a atteint 188 millions de dollars, soit la maigre somme de 3.23 dollars par personne.

« La réponse de la communauté internationale à la crise humanitaire en République Démocratique du Congo a été insuffisante au regard des immenses besoins », déclare Richard Brennan. « Les résultats de notre enquête montrent qu'en améliorant et garantissant la sécurité et en accroissant les interventions humanitaires simples et peu onéreuses (telles que la vaccination et le rétablissement de l'accès aux soins de santé primaires et à l'eau potable), des centaines de milliers de vie seraient épargnées en RDC. »

Les accords de paix de 2002 ont entretenu l'espoir que les années de massacre, de déplacements forcés, de violence sexuelle et de désespoir arrivaient à leur fin. Le déploiement de forces de maintien de la paix a coïncidé avec le retrait des troupes étrangères du territoire congolais, menant à davantage de stabilité, d'accès à l'assistance humanitaire et au déclin spectaculaire des taux de mortalité. Un gouvernement de transition a été mis en place, chargé de réunifier le pays.

Malgré toutes ces avancées, la RDC est maintenant dangereusement près de retomber dans la guerre totale. Les avancées politiques sont au point mort, la réduction de la mortalité a cessé et une série d'incidents violents menacent d'affaiblir le processus de paix et de déstabiliser la région. A cette heure, le Rwanda a menacé d'attaquer les extrémistes Hutus présents en RDC, alors que de nombreux compte-rendus indiquent que cette incursion a déjà eu lieu. Ce nouvel épisode fait suite à une explosion de violence en mai et juin dans la ville de Bukavu, à l'est du pays, et le massacre de 160 réfugiés Tutsi de nationalité congolaise dans un camp de réfugiés du Burundi, en août.

Il est urgent d'intervenir afin de restaurer la stabilité, de renforcer le processus de paix et de s'attaquer aux causes du conflit. L'IRC fait les recommandations suivantes :

- **La violence doit cesser.** Le récent renforcement de la mission de maintien de la paix de l'ONU, la MONUC, reste en-deça de ce qui serait nécessaire. Les casques bleus demeurent en grande partie incapables de protéger les civils et les frontières du Congo-Kinshasa. Il est essentiel que les 23 000 troupes demandées soient déployées. Cependant, certains changements doivent intervenir. Depuis le début de leur mission, les casques bleus ont été insuffisamment équipés et entraînés ; il leur manque la volonté de réellement remplir leur mandat. La MONUC doit absolument recevoir la formation, l'équipement adéquats et les moyens financiers nécessaires à l'accomplissement de leur mission : désarmer et arrêter les miliciens Hutus du Rwanda, empêcher les incursions trans-frontalières et le trafic d'armes, protéger les civils et restaurer la stabilité dans les provinces de l'est de la RDC.
- **Promouvoir une paix durable.** Les bailleurs de fonds doivent mettre les différentes parties au conflit en face de leurs responsabilités et devoirs, et assurer qu'ils suivent et mettent en oeuvre les accords de paix de Pretoria signés en décembre 2002. La paix dans la partie orientale de la RDC doit devenir une priorité. La communauté internationale doit exercer davantage de pression sur les gouvernements, forces et milices étrangères afin que cessent les violences déstabilisatrices en République Démocratique du Congo. Les bailleurs de fond doivent également insister pour une meilleure gestion des ressources naturelles de la RDC, soutenant en ce sens les recommandations faites par le panel des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles du pays. De plus, les principaux pays donateurs doivent oeuvrer vers une meilleure coordination et mise en place du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des combattants congolais et étrangers.
- **Augmenter significativement l'assistance humanitaire. Sauver des vies.** Le niveau actuel de l'assistance humanitaire internationale dédié à la République Démocratique du Congo est catastrophique ; les besoins de base ne sont pas comblés. Alors que les gouvernements européens ont légèrement accru leur financement en 2004, le gouvernement américain a réduit sa contribution. En règle générale, les bailleurs de fonds n'ont répondu que très partiellement aux demandes annuelles de financement des Nation Unies pour la RDC. Cet appel consolidé des agences des Nations Unies doit être financé dans son intégralité. Comme le laisse entrevoir l'enquête de l'IRC, des interventions sanitaires simples et peu onéreuses pourraient revitaliser le système de santé primaire et ainsi sauver des centaines de milliers de vies. L'IRC prie les bailleurs de fonds de renforcer leur soutien à l'aide humanitaire afin de répondre aux besoins immenses de la région. En étant correctement soutenue et encouragée, la société civile congolaise pourrait retrouver le chemin de l'autosuffisance et ainsi atténuer les conséquences d'autres possibles conflits régionaux.

Pour plus d'information ou pour organiser une interview, prière de contacter :

Melissa Winkler (New York) 1 212-551-0972 / 1 646-734-0305 / melissa@theIRC.org

Alyoscia D'Onofrio (Kinshasa) 243 818 802 088 / 243 816 588 366

Lydia Gomersall (Londres) 44 20 7692 2741 / 44 7930 408228

Peter Biro (Belgrade) 381 63 7412 717 / peterb@theIRC.org

Le rapport dans son intégralité et des informations concernant le travail d'IRC en République Démocratique du Congo peuvent se trouver sur le site internet d'IRC: www.theIRC.org.